

## Déclaration liminaire CDAS du 28 novembre 2014

Dans un contexte d'aggravation de la crise économique et sociale qui touche tous les salariés, les annonces de plan de rigueur et d'austérité se développent, tant dans notre pays qu'au niveau international. La pression exercée par les marchés financiers avec la complicité des États et de la commission européenne entraîne des reculs sociaux sans précédents. Les gouvernements, jouant sur la peur et la dramatisation, accompagnent ce mouvement d'attaques contre les missions publiques et contre les droits et garanties de tous les salariés.

Dans le même temps, le gouvernement multiplie les annonces toutes plus régressives les unes que les autres avec, là encore, pour objectif dogmatique la réduction des dépenses publiques. Le résultat, nous le connaissons : une suppression massive des fonctionnaires et plus particulièrement à la DGFIP

C'est pour cela qu'il faut maintenir une action sociale dans notre département et non pas la régionaliser voire inter-régionaliser pour des réductions budgétaires.

Quand des retraités pourront ils siéger dans cette instance ? Pour l'instant, ils ne peuvent assister qu'en tant qu'expert. Rappelons que pour notre département le nombre de retraités des finances est actuellement équivalent au nombre des actifs. Aussi pour le BIL 2015, il serait souhaitable de leur prévoir d'autres actions : accessibilité à la presse , proposer des sorties avec une participation minime

Le CESU pour les 7-12 ans sera t-il généralisé sur l'ensemble du territoire début 2015 ?

Où en est le sondage auprès des agents sur l'intérêt de la mise en place du soutien scolaire pour les enfants du primaire au lycée ?

Qu'en est il de l'encadrement des convois de colonies en 2015 en cas d'indisponibilité du délégué ?

Pouvez-vous nous rappeler les fonctions et les attributions du correspondant social de la DDFIP ? Ne doit-il pas assister à toutes les réunions ? A t-il déjà été contacté par des agents ?

Pour information, dans ce domaine le site de la délégation n'est pas à jour.

Les représentantes en CDAS